



Bolivie: un nouveau coup dur pour l'impérialisme américain

Par [Fiona Edwards](#)

Mondialisation.ca, 26 octobre 2019

[The Canary](#) 24 octobre 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

Le président bolivien Evo Morales, dont le gouvernement a veillé à l'amélioration du niveau de vie et à la réduction spectaculaire de la pauvreté pendant son mandat, a été réélu.

C'est un nouveau coup dur pour la campagne américaine en cours visant à se débarrasser des gouvernements de gauche en Amérique latine et à stimuler leurs opposants partisans de l'austérité.

L'extrême droite frappe malgré « l'absence de preuves » d'irrégularités

Avec près de 99% des voix lors de l'élection présidentielle, Morales avait obtenu près de 47%, battant son plus proche rival Carlos Mesa de plus de 10% et remportant ainsi le premier tour. Mesa est un ancien président néolibéral qui entretient des liens étroits avec les Etats-Unis. Mesa et les Etats-Unis ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient pas le résultat.

Les Etats-Unis n'ont pas perdu de temps pour tenter de délégitimer les élections, et les médias occidentaux dominants se sont joints à eux. L'Organisation des Etats américains (OEA), basée à Washington, a fait une déclaration alors que le dépouillement se poursuivait, exprimant sa « préoccupation » face au « changement difficile à expliquer dans la tendance des résultats préliminaires après la clôture du scrutin ». Cela s'explique en fait facilement par le fait que les zones rurales, où les niveaux de soutien à Morales sont les plus élevés, prennent plus de temps pour communiquer leurs résultats. Mark Weisbrot, codirecteur du Center for Economic and Policy Research, a condamné la déclaration de l'OEA pour n'avoir « absolument aucune preuve, aucune statistique, aucun chiffre, ni aucun fait de quelque nature que ce soit ».

Cette ingérence flagrante visait à saper une élection démocratique que de nombreux observateurs internationaux ont scrutée et saluée.

Entre-temps, des groupes d'opposition de droite soutenus par les Etats-Unis en Bolivie ont organisé de violentes manifestations, y compris l'incendie de bureaux électoraux, dans une tentative coordonnée de faire échouer le processus démocratique. Morales a dénoncé cette campagne de déstabilisation comme un complot de coup d'Etat soutenu par la communauté internationale. Les Etats-Unis avaient auparavant soutenu la tentative de coup d'Etat « Media Luna » de 2008-09 et fourni des fonds aux groupes d'opposition impliqués.

La transformation économique et sociale de la Bolivie

Lorsque Morales a été élu président pour la première fois en 2006, il s'est engagé à mettre fin au néolibéralisme, qui avait enfermé la Bolivie dans le sous-développement et la stagnation économique. Et ses politiques économiques ont depuis lors marqué le début d'une transformation nationale. De 2006 à 2017, par exemple, son gouvernement a ramené le taux de pauvreté de la Bolivie de 48,1 % à 24,7 %, sortant ainsi des millions de personnes de la pauvreté. Elle y est parvenue en élaborant un nouveau modèle de développement qui tient compte du rôle dynamique de l'intervention de l'État dans l'économie et qui a fait passer la part du produit intérieur brut (PIB) consacrée aux investissements de 14,3% en 2006 à 21,4% en 2015.

Ce nouveau modèle économique a permis à l'économie bolivienne de croître en moyenne de 3,2 % par habitant entre 2006 et 2018. L'an dernier, la Bolivie était en tête de l'Amérique latine avec l'un des taux de croissance économique les plus élevés de la région, soit 4,7 %. Il s'agit d'une croissance économique exceptionnellement élevée à soutenir dans le contexte de la crise financière de 2008 et de l'effondrement des prix des produits de base en 2014, qui ont provoqué de graves crises économiques et un ralentissement économique ailleurs en Amérique latine. Elle contraste aussi fortement avec les approches des gouvernements de droite en Argentine, au Brésil et en Equateur, qui ont adopté l'austérité avec des conséquences désastreuses.

L'augmentation de l'investissement de l'Etat qui a stimulé le développement économique de la Bolivie et la réduction de la pauvreté a été possible grâce à la nationalisation de secteurs stratégiques de l'économie et au financement de la Banque centrale, qui coordonne l'investissement direct avec le gouvernement bolivien. En particulier, Morales a augmenté les ressources disponibles pour les programmes sociaux et les investissements en nationalisant l'industrie pétrolière et gazière. Au cours des huit premières années de son administration, « les recettes publiques provenant des hydrocarbures ont presque septuplé, passant de 731 millions à 4,95 milliards de dollars ».

Ces revenus supplémentaires permettent d'investir dans des industries durables, dans le cadre du plan bolivien de diversification de l'économie et de réduction de la dépendance aux matières premières et aux exportations de combustibles fossiles. Le 1er octobre 2019, la première voiture électrique fabriquée en Bolivie a été dévoilée. Le pays possède l'une des plus grandes réserves connues de lithium au monde, un composant crucial pour la production de voitures électriques. Plutôt que de se contenter d'exporter cette matière première non transformée, la Bolivie investit dans la création d'industries et d'emplois de qualité, notamment dans la construction d'une usine publique de production de batteries pour voitures électriques.

Morales a également d'autres ambitions pour développer la Bolivie, avec pour objectif d'éliminer la pauvreté et d'atteindre la souveraineté alimentaire d'ici 2025.

Les Etats-Unis tentent d'inverser la tendance en Bolivie

Washington, cependant, intervient en Bolivie dans l'espoir d'installer un gouvernement de droite pour privatiser les ressources naturelles et les industries du pays. La dernière fois que la Bolivie a eu un président soutenu par les États-Unis, c'était en 2005, lorsque Carlos Mesa était au pouvoir. Le néolibéralisme n'a pas réussi à développer l'économie bolivienne, le PIB par habitant ayant stagné pendant un quart de siècle.

Lorsque Mesa a démissionné en 2005, la moitié de la population bolivienne languissait dans

la pauvreté et les affaires économiques de la Bolivie étaient dirigées par les Etats-Unis. Le fait que les bureaux du Fonds monétaire international (FMI), un organisme controversé, se trouvaient à l'intérieur du bâtiment où se trouvait également la Banque centrale de Bolivie, en est un bon exemple. Dans son discours de démission, Mesa a rejeté l'idée de nationaliser le gaz naturel bolivien comme « non viable » parce que les Etats-Unis et la Banque mondiale « nous l'ont dit ».

Pour comprendre ce qui arriverait à la Bolivie si les Etats-Unis réussissaient à démettre Morales de ses fonctions et à installer un larbin de droite, il suffit de regarder ce qui se passe au Brésil. Depuis que Jair Bolsonaro, soutenu par les Etats-Unis, est devenu président brésilien en janvier 2019, il a lancé une offensive néolibérale radicale, y compris une privatisation agressive.

L'offensive américaine s'intensifie

L'élection présidentielle bolivienne de cette année s'est déroulée dans le contexte de la grande offensive de Donald Trump contre les gouvernements du centre gauche en Amérique latine.

Les Etats-Unis ont coordonné une campagne qui a tenté d'accuser Evo Morales des incendies d'Amazonie au lieu du véritable coupable, Jair Bolsonaro. Un article du Guardian affirmait que Morales était un « meurtrier de la nature ». Les incendies qui ont touché la région de Chiquitanía en Bolivie se sont rapidement éteints après que Morales a mobilisé toutes les ressources de l'Etat. La Bolivie a ensuite lancé une initiative pour reboiser les zones touchées. Les manifestations de l'opposition de droite en Bolivie à la veille des élections ont été présentées sur des sites de médias sociaux comme des mobilisations contre le bilan environnemental de Morales, alors qu'elles réclamaient en fait une plus grande autonomie régionale et étaient menées par des forces sociales représentant le secteur agroalimentaire.

Il est absurde de penser que M. Morales n'est rien de moins qu'un chef de file mondial dans la lutte contre l'effondrement du climat. En 2016, la Bolivie a dépensé plus que tout autre pays du monde en énergies renouvelables en pourcentage de son PIB. La Bolivie est également déterminée à respecter l'engagement qu'elle a pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat d'augmenter « la part des énergies renouvelables à 79 % d'ici 2030, contre 39 % en 2010 ». La Bolivie est l'un des pays les moins responsables du chaos climatique d'aujourd'hui et a appelé à l'adoption d'un budget carbone mondial qui répartirait équitablement le budget carbone restant, dont 89 % iraient au monde en développement.

La victoire de la Bolivie donne un coup de fouet aux progressistes d'Amérique latine

L'offensive américaine contre Morales a eu un impact, puisque le résultat encore sain d'environ 47% est une baisse par rapport aux trois précédentes élections de Morales - où il avait gagné avec environ 54% en 2005, 64% en 2009 et 61% en 2014.

La dernière réélection de Morales n'est pas seulement une victoire de la gauche bolivienne, c'est aussi un coup de pouce pour toutes les forces progressistes d'Amérique latine qui luttent pour un avenir meilleur et contre les ingérences américaines. Mais Trump n'abandonnera pas, et son administration est maintenant susceptible d'intensifier son intervention contre Morales. Le succès de la gauche en Bolivie, cependant, est un autre

signe que 2019 pourrait être l'année où les choses se retourneront en faveur de la gauche latino-américaine.

Fiona Edwards

Article original en anglais : [New blow for US imperialism as Bolivia re-elects Evo Morales](#), The Canary, le 24 octobre 2019

Traduction Bernard Tornare

Version française : [le blog de Bernard Tomare](#)

Fiona Edwards est éditrice du site *Eyes on Latin America*.

La source originale de cet article est [The Canary](#)

Copyright © [Fiona Edwards](#), [The Canary](#), 2019

Articles Par : [Fiona Edwards](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca